

MILA

L'antique Milev : patrimoine national classé et protégé

Le dossier du plan de sauvegarde et de protection du site déjà classé patrimoine national par arrêté du 3 novembre 1999 (conformément au décret exécutif n° 98/04 du 15 juin 1998) de l'antique Milev, vient d'être officiellement agréé par la commission nationale (interministérielle) de classification des biens culturels, sites et monuments archéologiques, à l'instar de La Casbah d'Alger de la vieille-ville de Ghardaïa, etc.

Présenté dans la foulée de la semaine culturelle de Mila à Alger, par l'architecte et néanmoins enfant du terrain, Kara Mostefa El Hacène, technicien et militant convaincu de la cause, représentant le BET Kara Mostefa et Hadidji, en charge de ce dossier et en présence de MM. Taïbi Ali, directeur de wilaya de la culture et Belatâr Bachir, P/APC de Mila qui s'est déplacé spécialement pour appuyer les siens, ce dossier donc tellement convaincant et aussi bien ficelé, est passé comme une lettre à la poste devant cette commission.

Cette classification va permettre au site du vieux Mila, un musée à ciel ouvert, témoin des civilisations plurielles les plus prestigieuses, de bénéficier d'un plan de protection sévère et permanent à même de le prémunir contre toutes sortes d'agressions urbanistiques et environnementales, tout en restant ouvert et éligible à toutes

actions de réhabilitation conformes aux normes requises.

De l'époque romaine à la clochardisation actuelle due aux aléas du temps mais aussi et surtout à l'action anthropique nocive, destructrice et ravageuse exercée sur le site par les recasés et autres transitaires en passant par les Vandales, les Byzantins, les conquérants musulmans, les Turcs de l'empire ottoman à l'occupation coloniale française, Mila a connu à travers ce long et tumultueux parcours des fortunes et des situations diverses.

Cette descente aux enfers aurait été plus dramatique encore n'était cette poignée d'intellectuels, pour la plupart enfants de Mila «El qadima», amoureux de ce formidable patrimoine inestimable qu'ils ont voulu resusciter, dépoussiérer et mettre en valeur par des actions éducatives d'aménagement de réhabilitation et de restauration, ces

hommes sont entre autres, le professeur Abdelaziz Segueni et Ziani Ahmed, fondateurs et respectivement président et secrétaire général de l'association «Amis du vieux Mila», dont l'idée a fait du chemin depuis, encouragée et sérieusement appuyée, faut-il le souligner, par un homme qui n'a pas lésiné sur les moyens mis à leur disposition pour concrétiser ce téméraire projet.

Il s'agit en l'occurrence de M. Djamel-Eddine Salhi, wali de Mila, qui est d'emblée tombé sous le charme de ce trésor inestimable par son esprit réceptif à l'idée de sortir la vieille ville de son gâchis urbanistique, pour en faire, pourquoi pas, un haut lieu de tourisme culturel et archéologique et un site universel protégé.

Cette opportunité a été suivie par l'établissement de la décision de création d'un Plan d'occupation des sols (POS) spécial Vieux-Mila, pris en charge par la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) qui jettera son dévolu sur le bureau d'études techniques Hadidji et Kara Mostefa, jusqu'à l'aboutissement de ce dossier, en date du 25 décembre 2007.

Ainsi, le POS du Vieux-Mila s'étend sur 7,20 ha et est occupé par 267 constructions dont seulement 221 intra-muros (46 sont implantées à l'extérieur de la muraille) dont la muraille mesure 1 495 mètres linéaires. Des 221 situés à l'intérieur de la citadelle, 197 sont des logements et les 24 autres des locaux commerciaux et autres équipements. Parmi les 197 logements, seulement 126 sont occupés (65%). Les 71 restants sont vides ou abandonnés. Des 221 situés intra-muros, 17% sont en bon état, 57% dans un état moyen et 26% en ruine.

L'aboutissement de ce dossier est la suite logique de tant d'efforts et de sacrifices consentis par les uns et les autres, une récompense pour le courage et l'abnégation des amis du Vieux-Mila, un acquis pour la ville et la wilaya et une victoire pour les autorités locales et à leur tête le wali de Mila, représenté par le dynamique et super volontaire Taïbi Ali, directeur de la culture et personnage central de la réussite de la semaine culturelle de Mila à Alger et pivot central de tous les acquis culturels de la wilaya.

A. M'haimoud

CONTENTIEUX ENTRE LA DIRECTION DE LA PÊCHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET LA SARL/CAPE D'EL-TARF L'entreprise gagne son procès

Le gérant de la Sarl/Cape, spécialisée dans l'exploitation et la commercialisation de l'anguille et sise au quai sud du port de la commune d'El Kala, vient d'obtenir gain de cause auprès de la chambre administrative de la cour de Constantine, et ce, après la plainte déposée par ladite Sarl, à l'encontre du wali d'El Tarf et de la direction de la pêche et des ressources halieutiques. En effet, l'attestation de décision judiciaire délivrée le 7 janvier 2008, et portant les références de l'affaire n°10141/07 est on ne peut plus explicite. Il est écrit dans l'objet que «les procédures de l'avis d'adjudication pour l'octroi en concessions d'exploitations des deux lacs Tonga et Oued Mafraq situés respectivement dans les communes d'El Kala et Ben M'hidi, sont caduques, nulles et non avenues, ainsi que tous les résultats qui en découlent». Interrogé, le gérant de la Sarl/Cape, euphorique et jubilant, a indiqué que «la justice a joué son rôle. Il faut savoir que tous les jugements antérieurs étaient en ma faveur. Le directeur de la pêche, à cause de son ignorance des lois en la matière, a induit en erreur le wali par intérim ainsi que le directeur des domaines, alors qu'il existe un contentieux entre ma société et la direction des domaines». Il ajoutera pour mieux étayer ses dires «en publiant par voie de presse les avis d'adjudication, ils ont créé une situation du fait accompli. J'ai publié un avis d'opposition en date du 22 août 2007, en vain. Sachant que ma Sarl occupe les deux sites, en vertu des contrats et des conventions soumis au mécanisme de la tacite reconduction déjà mis en œuvre à plusieurs reprises dont la dernière a été entamée courant 2006 pour une durée de trois nouvelles années». Et il conclura que «c'est au mépris de ces décisions, au demeurant rendues par les hautes juridictions, que l'autorité adjudicatrice a lancé les avis pour l'octroi des deux concessions». Par ailleurs, cette affaire vient de mettre sous les feux de la rampe la gestion anachronique et approximative des responsables locaux et remettre sur le tapis une affaire qui a défrayé la chronique dans la wilaya. D'aucuns, cependant, se demandent sur le pourquoi et à qui profite le mutisme des hautes autorités face à ce cas flagrant de mauvaise gestion et de dilapidation de deniers publics ? Comment la wilaya va-t-elle gérer cette affaire sachant que le gagnant de l'adjudication à savoir la Sarl Djeflal a déjà entamé les travaux de rénovation, et investi de l'argent au niveau des deux sites ? A combien s'élève la facture des dommages et intérêts dont bénéficiera la Sarl/Cape ? etc. Quoi qu'il en soit, c'est le contribuable qui est le grand perdant de cet imbroglio administratif et judiciaire. Néanmoins, les ministres de l'Intérieur et de la Pêche ainsi que le président de la République sont plus que jamais interpellés pour diligenter une enquête dans le but de débarrasser les tenants et les aboutissants de cette affaire qui est en train de prendre les relents de l'affaire Khalifa.

Daoud Allam

TIZI-OUZOU

Vers la mise en place d'un réseau de télésurveillance

Pour prévenir et lutter contre la recrudescence des attentats terroristes et la montée de la délinquance à Tizi-Ouzou, la mise en place d'un réseau de télésurveillance fait partie d'un train de mesures envisagées et proposées par l'APW de Tizi-Ouzou qui vient de tenir sa première session lundi dernier.

L'annonce a été faite par Mohand Ikherbane, élu du RCD et président de l'APW qui a tenu une conférence de presse dans la journée de mardi dernier au lendemain de la tenue de la première session de l'Assemblée populaire de wilaya. La mise en place d'un réseau de télésurveillance est une mesure parmi d'autres qui permettront de lutter et de prévenir contre toutes formes de violence en milieu urbain, selon le P/APW qui a été interpellé au sujet de la dégradation de la situation sécuritaire à Tizi-Ouzou ville et dans l'ensemble de la wilaya considérée comme l'une des places fortes du terrorisme dans notre pays. «La proposition de mise en place de ce dispositif de surveillance a été discutée avec le wali», dira le P/APW qui est

monté au créneau à propos de cette question au sein de l'APW sortante et qui considère que d'autres actions peuvent être mises en œuvre pour prévenir et lutter contre le phénomène de la violence sous toutes ses formes. Accompagné de ses trois vice-présidents dont le premier Metahri et le troisième Hanouti sont du FLN et le deuxième Hadibi du RCD, M. Ikherbane réaffirmera la volonté de la majorité qu'il préside constituée d'autres élus du FLN et du RND, de concrétiser le programme d'action (nous y reviendrons) tracé, amendé et approuvé lors de la première session de l'assemblée de lundi dernier, au cours de laquelle a été amendé et adopté le règlement intérieur de l'institution. Un point de l'ordre du jour qui a suscité l'ire du FFS qui a inauguré son statut de groupe d'opposition en quittant de façon tonitruante l'hémicycle Rabah Aïssat, protestant du fait qu'il ne soit pas associé à l'élaboration du texte du règlement intérieur. Dans son intervention, le wali a souhaité que 2008 soit une année propice à l'amorce du décollage du développement économique

de la wilaya, insistant sur la sérénité et le calme qui doivent prévaloir, pour ce faire. «Le développement local a besoin de la réunion de plusieurs conditions ; il n'est pas une affaire d'argent seulement», dira Hocine Mazouz qui parlera de la persistance de certains blocages tels que la faiblesse des moyens de réalisation, la rareté du foncier et les oppositions y afférentes qui freinent la réalisation de certains programmes d'équipements. Le wali affirmera sa volonté d'associer les élus dans la concrétisation des actions de développement. «Nous ferons appel aux élus et aux parlementaires de la wilaya pour défendre l'inscription de programmes auprès des institutions concernées de l'Etat», dira le wali qui a fait état de l'avancée dans la réalisation de plusieurs programmes tels que l'AEP, le gaz de ville. Le premier magistrat de la wilaya exhortera les différents groupes politiques afin d'aider au déblocage du fonctionnement de certaines APC qui sont au nombre de 17 sur les 67 que compte la wilaya de Tizi-Ouzou.

S. A. M.

AFFAIRE DE LA TRÉSORERIE INTERCOMMUNALE D'IFERHOUNÈNE

L'ex-trésorier mis en cause répond à son accusateur

Dans notre édition du 27 décembre dernier, nous faisions état de présumées malversations au niveau de la trésorerie intercommunale d'Iferhounène imputées par un ex-fonctionnaire de cette même institution, l'ex-caissier, à l'ex-trésorier. Ce dernier apporte ici sa version des faits et récusé les propos de son accusateur. Les précisions que l'ex-trésorier nous a transmises ne s'adressent nullement à notre journal. Les soupçons de malversations dont nous avions fait état et sur lesquels les services de sécurité sont, du reste, en train d'enquêter ont, par ailleurs, fait l'objet de publi-

cation non démentie par de nombreux journaux.

S. A. M.

«En vertu du droit de réponse conféré par la loi, je vous prie d'insérer les précisions suivantes pour éclairer l'opinion publique et assurer ma défense en tant que personne mise en cause. Les brigades de vérification des services du Trésor et des impôts n'ont découvert aucune des supposées malversations ou autres détournements ; elles ont constaté que :

- tous les créanciers objet

des virements ont perçu leur dû ;

- tous les recouvrements concernant les paiements effectués ont été adressés aux services des impôts ;
- les avis à tiers détenteurs (ATD), reçus par la trésorerie intercommunale, ont été exécutés.

Néanmoins, elles ont relevé certaines erreurs faites de bonne foi (!) dans la procédure de paiement qui ont fait l'objet de sanctions administratives prononcées par l'autorité hiérarchique, entre autres, mon relèvement du poste de responsabilité et ma

mutation d'office. L'ex-caissier et auteur de ces accusations contre ma personne n'a jamais apporté de preuves devant la commission de discipline. En conséquence, je porterai plainte devant les juridictions concernées. S'agissant du fonctionnement de la trésorerie, et contrairement aux déclarations du président de l'APC d'Iferhounène, celle-ci n'a jamais fermé ses portes. La direction a, dès ma suspension, désigné un responsable pour assurer la continuité du service».